

La prévention est essentielle pour mettre fin au Conflit & à la Fragilité de l'Etat

Le conflit, la violence et l'instabilité sont des phrases troublantes mais familières qui continuent à dominer les titres des médias. Lors du récent Sommet humanitaire mondiale, tenu le mois dernier à Istanbul, le message à retenir pour toutes les urgences humanitaires internationales était clair : nous vivons dans un monde qui présente des défis sans précédent, et la prévention est la clé. Si nous voulons réduire le nombre croissant de crises humanitaires prolongées causées par des conflits violents, nous devons adopter une vision à long terme qui se concentre sur la gestion des sources et les causes de fragilité et de conflit.



La fragilité se manifeste dans de nombreuses formes dans les crises humanitaires, et ne se limite pas aux pays à faible revenu. Elle comprend l'extrémisme violent, la violence urbaine, l'exode rural massive, et les épidémies de santé tels que la récente crise d'Ebola qui a frappé un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest en 2014. Malheureusement et trop souvent, ces situations ne sont pas considérées comme défis de développement à long terme. La propagation rapide de la crise d'Ebola a prouvé qu'il s'agissait non seulement d'une question humanitaire, mais aussi d'une question de manque de préparation de l'état. La création de la résilience sociétale dans les États fragiles est, après tout, crucial pour éviter une reprise du conflit ou de fragilité.

Au cœur de la solution est le Dialogue international sur la consolidation de la paix et de renforcement de l'État (IDPS). Cette initiative est soutenue par plus de 40 pays, les organismes multilatéraux et les organisations de la société civile, et vise à intégrer la paix et le développement dans les États fragiles et touchés par des conflits afin de combler le vide entre les acteurs humanitaires et ceux de développement. Le DI est engagé à atteindre ceci en avançant l'ordre du jour du Secrétaire général de l'ONU pour l'humanité et l'Agenda 2030 pour le développement durable.

L'une des circonscriptions du DI, la Plateforme de la société civile pour consolidation de la paix et de renforcement de l'État (CSPPS), a travaillé avec des organisations de la société civile dans les pays touchés par Ebola dans la publication d'un rapport portant sur la réponse à l'action appropriée à la crise dans le contexte de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Le rapport documente les leçons apprises dans le processus de la réaction contre Ebola et la gestion en temps réel de l'épidémie Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, en relation avec les principes du New Deal et les objectifs de consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Les Principes du New Deal promeut le rôle de la politique légitime, la sécurité, la justice, les fondements économiques, et les revenus et les services de l'Etat comme le fondement des états stables et pacifiques.

Le rapport de CSPPS renferme des recommandations dans les évaluations de la gestion de la crise d'Ebola à l'échelle du pays. La première recommandation appelle les gouvernements et les partenaires de développement à établir des priorités et élaborer des stratégies nationales de rétablissement inclusives. Deuxièmement, les gouvernements doivent investir tôt dans le développement de systèmes de prestation de services robustes. En troisième lieu, il est essentiel de rétablir la confiance et renforcer les relations avec les citoyens et des moyens de collaboration. Enfin, les communautés doivent être placés au centre de la réponse à la crise et renforcer l'appropriation nationale du New Deal. Essentiellement, CSPPS attire beaucoup plus d'attention aux relations constructives entre l'état et la société en tant que pierre angulaire de la paix durable et la construction d'états résistants. Dans ce contexte, l'application pratique des principes et objectifs du New Deal peut fournir un lien vital entre la réponse à la crise, la prévention et renforcement de la résilience.

La résolution 2282 du Conseil de sécurité des Nations Unies a récemment adopté souligne ce point. Il parle de l'appropriation nationale inclusive, dans laquelle les acteurs locaux ont une voix cohérente et les femmes et les jeunes jouent un rôle essentiel et stratégique dans la création de partenariats étroits avec les diverses parties prenantes. Une paix durable peut devenir une réalité que si des partenariats avec toutes les parties prenantes sont considérées dans toutes les étendues de la société.

L'aide humanitaire soulage la souffrance et sauve des vies touchées par la crise. Toutefois, les organisations de la société civile rapportent manifestement sur l'impact de leurs programmes. Les acteurs de la société civile - en particulier dans les pays dominés par le conflit et la fragilité - nécessité de fouiller des sources inhabituelles d'inspiration et de pertinence afin d'adapter avec succès face à une crise humanitaire. Dans l'élan du Sommet humanitaire mondial, les organisations impliquées dans le développement ou l'aide humanitaire doivent forger des plates-formes de collaboration. Nous avons tous un rôle à jouer dans la prestation de l'ordre du jour pour l'humanité. Nous devons travailler ensemble pour assurer la paix de façon que personne ne soit abandonné en derrière.